

L'équilibre fragile des finances publiques

La dette mondiale continue d'augmenter, entraînant ainsi des répercussions sur les investissements et les placements..



Yvan Roduit
Investment advisor

Yvan Roduit est Senior Investment Specialist chez Raiffeisen Suisse depuis 2020, s'occupant notamment des recommandations d'investissement pour la clientèle.

Auparavant, il a été actif dans la gestion de portefeuilles clients, l'établissement de stratégies d'investissement et la distribution de solutions de placement au sein de plusieurs acteurs bancaires cotés et privés.

Il dispose d'une solide connaissance des marchés obligataires. Yvan Roduit est titulaire d'un Master en Finance de l'université de Genève, complété par un CIWM et un CFA.

Le **Groupe Raiffeisen** compte plus de 2 millions de sociétaires et 3,64 millions de clients. Il est présent sur 803 sites répartis dans toute la Suisse.

Les 220 Banques Raiffeisen, organisées en coopératives juridiquement autonomes, sont regroupées au sein de Raiffeisen Suisse société coopérative, qui assure la gestion stratégique de l'ensemble du Groupe Raiffeisen.

Au 31 décembre 2022, le groupe gérait des actifs à hauteur de 242 milliards de francs, et quelque 215 milliards de francs de prêts et crédits à la clientèle. Sa part du marché hypothécaire national est de 17,6%..

Encore une fois, les démocrates et les républicains sont parvenus à trouver un terrain d'entente au Congrès américain qui a permis aux Etats-Unis d'échapper à la menace d'un défaut de paiement. Une vraie course contre la montre qui aurait pu être fatale pour le gouvernement et ses dépenses courantes.

Mais les Etats-Unis ne sont pas les seuls à voir une certaine détérioration de leur assise financière. En effet, la majorité des pays du monde fait face à une augmentation de la dette étatique, impliquant une ré-élévation du plafond de la dette. Divers facteurs expliquent ce phénomène, et la crise sanitaire liée au COVID-19 en fait partie.

En effet, lors de la pandémie, les Etats du monde entier ont versé des aides et pris des mesures de stimulation fiscales pour atténuer les perturbations économiques.

En Suisse, l'endettement étatique a également fortement progressé, augmentant de 30 milliards pour atteindre 110 milliards environ, uniquement en raison du coronavirus. Toutefois, il est nécessaire de rappeler que la Suisse se différencie des autres pays grâce à sa ferme discipline financière. Pourvu que cela perdure.

La lutte contre l'inflation par les banques centrales suscite une attention particulière, et la pression des politiciens sur leur indépendance est susceptible d'augmenter..

D'AUTRES AUGMENTATIONS

La hausse des taux d'intérêt a entraîné une augmentation significative des coûts de financement de la dette, réduisant ainsi la marge de manœuvre financière des gouvernements, des entreprises et des particuliers. À cela s'ajoute les dépenses d'infrastructure et la transition énergétique qui aggravent encore plus la situation. A noter qu'il existe plusieurs moyens pour réduire la dette. Cela peut se faire par des mesures d'économie, des augmentations d'impôts, des réductions de dette ou encore par la croissance économique.

Cependant, les approches restrictives sont souvent impopulaires, complexes ou entraînent des conséquences négatives. En effet, les réductions de dette, comme observées en Grèce en 2012, peuvent créer des pertes pour les créanciers et affecter la confiance des marchés financiers. Et c'est sans compter les dégâts sur la conjoncture et la population.

DIFFICILE MAIS PAS IMPOSSIBLE

En raison des évolutions démographiques et des ressources de plus en plus rares, la croissance économique durable est devenue difficile à atteindre. L'inflation est maintenant considérée comme une solution potentielle pour alléger la charge de la dette. Bien que les taux d'intérêt nominaux aient augmenté, les taux d'inflation élevés maintiennent les taux d'intérêt réels en territoire négatif en Europe et en Suisse.

L'évolution future des taux d'intérêt réels sera un facteur déterminant pour la capacité financière des dettes. La lutte contre l'inflation par les banques centrales suscite une attention particulière, et la pression des politiciens sur leur indépendance est susceptible d'augmenter. Cela implique deux points importants pour les investisseurs.

Tant que les taux d'intérêt réels seront négatifs, les avoirs d'épargne perdront en pouvoir d'achat. Investir est donc une nécessité pour qui souhaite faire fructifier son patrimoine, en veillant à une qualité de bilan élevée lors de la sélection des obligations et des actions. Cela vaut aussi pour les obligations d'Etat. Car la qualité finit toujours par payer à long terme.

Mais les dettes publiques ne sont pas les seules qui devraient retenir notre attention. Les dettes actuelles sur cartes de crédits ont-elles aussi fortement augmenté. Et pour cause, la réduction du pouvoir d'achat engendrée par la forte hausse de l'inflation. Faut-il s'attendre à une nouvelle crise? L'avenir nous le dira. En attendant, prudence!